

Papier de contribution 1.3 (actualisé le 20 août 2010)

Frédéric Charpié – Secrétaire du collectif national

Olivier Cottagnoud – Membre du collectif national et coordinateur romand

Georges Spöerri – Membre de La Gauche BEJUNE

Réflexions et commentaires sur la question de l'adhésion à l'Union Européenne

La Gauche dans laquelle nous militons est clairement orientée pour un socialisme de défense des classes ouvrières, l'écologie et le féminisme. Il nous paraît donc clair que vu l'évolution du projet européen, soutenir encore une adhésion aveuglément comme le font les partis de la gauche traditionnelle, Verts et PS confondus, serait insupportable pour nous. Nous sommes étonnés de voir certains « gauchistes » se prostituer devant ce que nous appelons une grosse machine capitaliste, écrasant les classes moyennes et organisant le dumping salarial des travailleurs, avec une main mise sur les conventions collectives, une banque centrale agissant de manière totalement opaque, et un droit d'ingérence permettant un nivèlement par le bas de toutes les prestations et avantages sociaux arrachés de haute lutte dans les différents pays composant l'UE.

La jurisprudence constante de la Cour Européenne de justice multiplie ses attaques contre les minimas de protections sociales des classes laborieuses. Pour exemples concrets, on peut citer l'arrêt Viking, Laval, Ruffert, le traité du Luxembourg, malheureusement emblématiques de tellement d'autres exemples similaires.

Quelques détails:

- Le passage sous pavillon estonien d'un ferry finlandais avec son équipage, pour pouvoir le payer au salaire estonien. La Cour européenne a donné raison à l'entreprise Viking Line au nom de « la liberté d'établissement » (Arrêt Viking du 11 décembre 2007)
- 35 travailleurs lettons d'une entreprise lettone construisant une école en Suède avec des salaires 40% moins élevés que ceux prévus par la CCT de la branche en Suède : La Cour européenne a préféré le dumping social au nom de « la libre prestation de service » plutôt que d'imposer le droit de travail suédois, et a condamné le syndicat suédois du bâtiment qui avait bloqué le chantier par mesure de lutte.(Arrêt Laval, décembre 2007).
- 53 maçons polonais détachés d'une entreprise sous-traitante travaillant en Allemagne sur un chantier de construction publique et payés au salaire polonais, soit 46% du salaire minimum allemand : La Cour européenne a jugé que payer des salaires conformes aux conventions collectives constitue un obstacle à l'accès au marché pour les sociétés d'autres Etats membres. (Arrêt Ruffert, avril 2008)

Ces exemples de textes adoptés par l'UE rendent totalement inopérantes de multiples conventions collectives, et font bien plus que favoriser le dumping social, elles le rendent même obligatoire par le fait d'organiser un nivellement par le bas, obligeant ainsi les « concurrents de marchés » à pratiquer les mêmes processus pour éviter de couler. Le projet européen confisque donc le pouvoir donné aux institutions nationales, non pas pour une nouvelle démocratie européenne, mais bien pour le confier à une oligarchie opaque dominée par les plus grandes multinationales.

Avec une lecture marxiste du projet européen, le comportement actuel de la gauche socio démocrate européenne, par son soutien et son implication dans ce projet, peut être clairement qualifié de haute trahison aux travailleurs qu'elle prétend défendre. En Suisse, une minorité de syndicalistes se sont opposés à la libre circulation des personnes, décision qui génère une nouvelle forme de migrants, ceux des travailleurs de la misère. Le problème est que les centrales syndicales sont en mains de politiciens socio-démocrates qui donnent la priorité à leur dogme pro UE contre les intérêts des ouvriers qu'ils devraient défendre. Les quelques syndicalistes opposés à cette libre circulation sont étouffés par les principaux syndicats, qui eux sont noyautés et dirigés par des socio traitres démocrates. Jean-Claude Rennwald, conseiller national socialiste jurassien et cadre supérieur du syndicat UNIA, propose maintenant de passer à une TVA à 15% pour faciliter l'adhésion à l'UE, il est un brillant exemple de ce que la Suisse peut produire de pire en matière syndicale, notamment avec ses envolées lyriques totalement subjectives dans son dernier livre où il cite 44 « bonnes raisons » d'adhérer à l'Europe. Il se pose ainsi clairement à la fois ardent promoteur de l'UE du dumping social et des travailleurs, d'un même front et sans aucune vergogne.

Ce qui est désolant, vu le désert actuel à gauche de cette « gauche là » pour dénoncer les dérives de l'UE, c'est le rattrapage populiste que peut en faire librement l'UDC, le parti socialiste, avec ses œillères, permet à l'UDC de s'autoproclamer comme étant le seul parti à oser dénoncer les dérives de l'UE. L'UDC le fait de manière populiste, prenant de gros raccourcis épais, stigmatisant au passage les étrangers soit en mentant par omission, soit en trafiquant les chiffres donnés aux citoyens, ainsi le parti du bouc en retire les bénéfices dans les urnes. Mais l'UDC, sans compter ses dérives xénophobes, est aussi bel et bien dirigée par la place financière, elle n'applique donc une défense des travailleurs que pour la façade, et les trahis dès que le moindre enjeu devient gênant, nous avons pour exemple son récent revirement spectaculaire sur les négociations UBS - USA.

Nous manquons donc cruellement en Suisse d'une gauche qui soit critique envers l'UE, sans tomber dans l'euroscépticisme primaire, mais qui analyse les dérives et la réalité de l'UE. Actuellement on peut dire que l'Europe est une grosse machine, capitaliste et totalement anti démocratique, une énorme multinationale mise en place par et pour rendre service à l'oligarchie mondiale, cette oligarchie est pilotée par des transnationales dont le seul but est de réduire le contrôle citoyen sur leurs agissements, purement spéculatifs, et pour qui « droit des travailleurs » rime avec « perte de dividendes ».

Les lobbys les plus puissants du monde tentent de nous persuader depuis plus de 15 ans que nos décisions prises sur le plan national sont soumises à des réalités et besoins économiques supérieurs, en s'appuyant notamment sur les différentes crises que leur propre système a générées. Cette manière de procéder permet de tuer toute initiative proposant des alternatives au capitalisme, rangeant les citoyens en simples spectateurs de l'incontournable machine qui les broie au quotidien, et exigeant d'eux toujours plus d'efforts et de sacrifices sur le seul autel de la peur que l'économie mondiale puisse s'effondrer. Cette période de marché de dupe touche à sa fin, les crises multiples

que nous vivons peuvent maintenant s'objectiver au et se lire de manière différente au quotidien, avec l'effondrement général du projet capitaliste. En effet, nous pouvons voir qu'un développement irréflecti et ne nourrissant qu'une poignée de profiteurs, commandé et régulé par une « main invisible », ne peut plus continuer, le modèle capitaliste ne génère plus que des inégalités sociales toujours plus importantes d'une part, et d'autre part les ressources nécessaires consommées pour assurer la continuité de ce développement irresponsable ne sont pas inépuisables.

Actuellement chaque modification de loi en Suisse est une péjoration des droits des travailleurs et une mise à niveau européenne de notre législation. Pour rappel, la loi sur les marchés publics et la loi sur le marché intérieur, préparent la place aux règles européennes et seront des obstacles, en dictant les règles du travail du lieu d'origine en place du lieu d'exécution, à la future loi sur un éventuel salaire minimum en Suisse. En se montrant critique envers le projet de l'UE, et en défendant des valeurs écosocialistes et anticapitalistes, on offre une nouvelle lecture d'un projet de société de l'UE, inégalitaire et antidémocratique, et qui n'est pas viable à moyen et long terme. Il faut que ce débat, qui actuellement est soit confisqué par une meute de spécialistes coupés de la réalité de terrain et surtout à la botte des plus grands cosmocrates, soit piégé par une frange populiste se moquant des travailleurs, puisse être amené différemment sur la place publique, permettant un repositionnement et une nouvelle réflexion au sujet de l'UE.

Depuis la Conférence ministérielle de Seattle en 1999, toutes les rencontres de grandes décisions internationales, G7 et suivants, FMI, OMC, et aussi UE, sont phagocytées et influencées de plus en plus fortement par les 40 plus grandes transnationales mondiales. On peut situer un point de rupture du pouvoir démocratique des peuples au profit du pouvoir de ces entreprises vers le début des années 2000. Bruxelles est totalement noyauté par différents groupes de pression de l'économie, d'abord relativement discrets, ils ne se cachent plus du tout maintenant pour influencer la politique européenne, mais aussi pour surveiller le moindre fait et geste de l'UE. Le plus important d'entre eux est la chambre de commerce américaine (AmCham). Le comité européen d'AmCham représente à Bruxelles plus de 17'000 entreprises en Europe, un impressionnant mastodonte pouvant « se payer » bien des arrangements ultra libéraux au sein de l'UE.

Actuellement nous avons encore de nombreux militants qui pensent qu'effectivement la réalité européenne est celle décrite ci-dessus, mais qu'il vaut la peine d'y adhérer pour changer la machine de l'intérieur. Comment expliquer cet attachement à participer au pire, probablement une tradition héritée de l'époque des Lumières par le socialisme fabien considérant l'Humanité dans son ensemble comme seule unité à prendre en considération. Mais la réalité c'est que cette machine au service du grand capital et des démantelers de tout poil se protègent contre les tentatives de réformes au profit des petits, et cette machine est irréformable. Cette réalité devient de plus en plus évidente au sein du monde syndical européen où l'on entend de plus en plus de syndicats demandant à leur pays une rupture définitive et claire avec l'UE.